

# Des initiatives éthiques et solidaires pour une société durablement inclusive?

Les 29 et 30 novembre un séminaire a été organisé à Trento (Italie) par la Division du développement de la cohésion sociale (DCS) du Conseil de l'Europe, en coopération avec l'Inter-réseau des initiatives solidaires, la Commission européenne et la Province autonome de Trento. Un représentant d'Inees et deux représentants d'Objectif plein emploi s'y sont rendus pour le Luxembourg.



Photo: Nuria Del Rio/REAS Espagne

Ces dernières années ont amené à la prise de consciences qu'un développement économique ne pouvait se faire au détriment d'une cohésion sociale forte, condition essentielle pour la sécurité démocratique, le développement durable mais aussi le bien-être de nos sociétés.

Outre le bien-être souvent mentionné, le séminaire s'est fixé comme principal objectif de: „Comprendre et démultiplier les complémentarités pour faire de l'économie solidaire un élément clé d'une société inclusive tant du point de vue des politiques publiques que des réseaux associatifs”.

Plusieurs axes de travail devaient permettre de poursuivre cet objectif suivant le programme des deux jours. L'intérêt du séminaire est de partager les expériences de chacun, les comparer, les améliorer et créer des synergies entre les différents acteurs.

Dans son introduction Gilda Farrel (du Conseil de l'Europe) cite Italo Calvino dans „la Città invisibile”: „Marco Polo, arrivant là, constate, très étonné, que du projet de faire le bonheur des habitants, résulte un amoncellement de déchets (environnementaux et humains)”. Elle constate que dans l'accomplissement personnel et le bien-être rien n'est dit sur nos choix de consommation. Il nous faut réintégrer ces choix dans nos fonctions sociales. Ce n'est pas simple... Comment passer de la liberté de choisir nos produits de consommation à la „liberté de donner un sens à nos choix”?

La première séquence est consacrée aux approches territoriales du bien-être.

Cette expérimentation se déroule en parallèle en France (Mulhouse et Paris), en Roumanie (Timisoara) et en Italie (Rovereto) avec les mêmes outils pro-

posant des indicateurs dans „la perspective d'une co-responsabilité du bien-être de tous”. Les démarches participatives qui, produisent des résultats très différents en matière de bien-être suivant les cultures, origines géographiques et territoriales testées, donnent une vision réaliste des attentes des citoyens et posent toute une série de questions. Quels sont les effets d'entraînement? Comment pérenniser ces processus dans la durée? Comment bien faire partager à tous ces démarches? Les gouvernements sont-ils convaincus du rôle des territoires ou recherchent-ils davantage la paix sociale „en mettant le couvercle d'en haut”? (Ce qui est tout autre chose que la cohésion sociale... qui vient d'en bas). Les citoyens sont-ils prêts à jouer le jeu? Et les entreprises?

Comment passer de la phase gratifiante de co-construction des analyses et des aspirations à celle, plus délicate, de la mise en œuvre de réponses. Comment s'assurer de pouvoir toucher les groupes, involontairement ou résolument exclus du jeu social ou hors d'atteinte? Que faire avec tout ce qui ne se dit pas? La souffrance, l'im-

pact du phénomène religieux en positif et en négatif? Du non dicible comme le racisme dont l'affichage est interdit par la loi, mais néanmoins présent? Et enfin comment sur base de ces résultats promouvoir la citoyenneté?

A noter: Inees devrait conduire un projet expérimental similaire dans plusieurs communes du Grand-Duché. Le Syvicol a d'ores-et-déjà apporté son soutien à cette action.

La deuxième séquence était consacrée au surendettement avec la présentation d'une initiative en Alsace pour tester un contrat social multipartite, dite Cresus, pour juguler ce fléau par une responsabilisation des acteurs. Avec là également beaucoup de questions.

Comment promouvoir la co-responsabilité quand banques et gouvernements sont eux-mêmes irresponsables? Comment rendre collectif un problème que l'on renvoie systématiquement seulement à la personne surendettée qui vit „une descente en enfer” quand ça lui arrive? Comment transformer un système qui produit de l'exclusion? A la recherche d'issues, l'économie solidaire

est ici appelée en renfort, les Amap (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) qui repensent les liens entre consommateurs et producteurs, la psychothérapie, les ateliers pour apprendre à faire des démarches, à se défendre.

L'après midi est consacré au commerce équitable et de proximité.

Le commerce équitable n'est pas l'apanage du commerce Nord-Sud. Il existe aussi de très intéressantes expériences de production locale. L'exemple des Amap où les consommateurs se transforment en „Consom'acteurs” est des plus passionnantes. Le concept est parti du Japon dans les années 60 ou face à une agriculture en pleine industrialisation, des groupes de consommateurs s'organisent pour avoir des produits plus sains directement avec le producteur („Teikei”).

Depuis, les expériences se sont multipliées avec un succès grandissant (Suisse, USA, Canada, Europe...). Les Amap sont le fruit de l'organisation d'un partenariat de proximité (un contrat solidaire) entre un agriculteur et

un groupe de consommateurs (engagement éthique et financier). Ce système permet la responsabilisation et la prise de confiance des différents acteurs.

Ce dernier exemple, parmi tous ceux présentés, est certainement le plus explicite pour illustrer au mieux les objectifs du séminaire. Il démontre qu'en se mobilisant autour d'un objectif commun des groupes de citoyens peuvent inverser le processus de la consommation et de la surconsommation dans lequel, contraint et forcé nous nous trouvons. En témoigne cette période de fêtes de fin d'année et les nombreuses manifestations pour toujours plus de pouvoir d'achat „gagner plus pour consommer plus”.

Effectivement, des solutions durables existent, et nous pouvons espérer que portées par le conseil de l'Europe, ces exemples serviront, non pas à dédouaner les pouvoirs publics de leur rôle en la matière mais de reconnaître, promouvoir et accompagner ces initiatives en veillant aussi à éviter que le commerce équitable ne devienne un commerce de l'équitable.

Nicolas Brootcorne

## Neue Ökonomie (8)

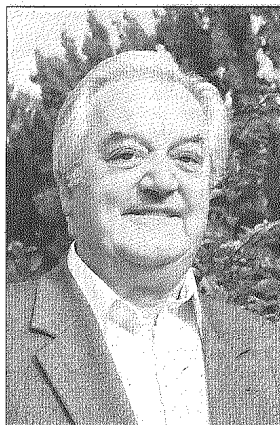
# Neue Ziele für die „Action sociale pour jeunes”

Die „Action sociale pour jeunes” (ASJ) war in der Folgezeit immer mehr bestrebt, auf sich aufmerksam zu machen, und dies besonders auf nationalem politischem Gebiet. Neben der Zusammenarbeit mit der landwirtschaftlichen Kooperation Co-Labor strebte man die Zusammenarbeit mit anderen Gruppen an, welche auf dem sozio-ökonomischen Gebiet tätig waren. Das Ziel der „Entente des gestionnaires des services sociaux” (EGSS) war es, erster Vertreter einer Bestrebung zu sein, welche aktive Arbeitsplatzsuche und soziale Beschäftigung in sich vereinte.

Es folgten weitere Aktivitäten im Jahre 1993: Die ASJ beteiligte sich an der Schaffung des PEP-Péitenger-Projet, wo Umweltprobleme mit der Beschäftigung von

Jugendlichen kombiniert werden sollten. Hier wurde versucht, den Unterhaltsarbeiten von Grünflächen, welche von den „Ponts et chaussées” getätigt wurden, einen Landschaftsgestalter-Charakter zu geben, was es ermöglichte, weitere Ausbildungsmöglichkeiten für Jugendliche zu gestalten.

Anschließend wurden Unterredungen mit dem Innenministerium aufgenommen, um die Genehmigung der Abmachungen mit den einzelnen Gemeinden zu erhalten. Was die Ausbildungsmöglichkeiten der ASJ ganz erheblich steigerte, war die Anerkennung der Handwerkerkammer, welche die ASJ als Ausbildungsorganisation für verschiedene Berufe, u.a. für Serigraphie und für Schreinerei, anerkannte.



Nic Eickmann

Was nun die Ausbildung im Zusammenhang mit den neuen Technologien betraf, wurden Arbeiten aufgenommen, um sich an dem neugegründeten europäischen Projekt „Force” zu beteiligen. Dieses Projekt sah die Schaffung eines interaktiven Multimedia-Programms für Berufsorientierung vor, an dem sich sowohl „Télémac”, eine französische Organisation, als auch das Institut für Arbeitsmarktforschung und Jugendberufshilfe aus Deutschland beteiligten.

Das führte die ASJ zu ihrem Programm „Odyssee”. Innerhalb von „Odyssee” wurde den Jugendlichen, ein Computerprogramm geboten, in welchem einzelne Szenarien angeboten wurden, innerhalb derer der Jugendliche eine Reihe von Fragen zu beant-

worten hatte. So wurde er z.B. über seine Familie, sein soziales Umfeld, seinen Wohnort, seine persönlichen Interessen und seine von ihm gewünschte Arbeit befragt.

Die Beteiligung der ASJ in so vielen Domänen und der Wunsch sich auf die Forschung, die lokale Entwicklung, die Ökologie, die neuen Technologien und die Berufsausbildung zu konzentrieren, verlangte eine wichtige strukturelle Reorganisation der „Action sociale pour jeunes”, aber das soll Thema einer nächsten Artikelfolge sein.

Halten wir nur noch fest: Zzu diesem Zeitpunkt beschäftigte die ASJ 75 Mitarbeiter.

Nic Eickmann

-> (wird fortgesetzt)